



Nations Unies

# Assemblée générale

## AG/PAL/1167

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### **LES PAYS ARABES RESTENT ATTACHÉS AUX POURPARLERS DE PAIX INDIRECTS EN DÉPIT DE L'ATTAQUE ISRAËLIENNE CONTRE LA FLOTTILLE HUMANITAIRE AU LARGE DE GAZA**

#### **Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien entend le témoignage d'Edward Peck, ancien Ambassadeur américain et passager d'un des navires humanitaires**

Alors que le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, doit rencontrer aujourd'hui le Président des États-Unis, Barack Obama, à la Maison Blanche, pour essayer de relancer le processus de paix au Moyen-Orient, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a tenu au Siège de l'ONU, sous la présidence de M. Paul Badji, du Sénégal, une réunion pour faire le point de la situation, depuis sa dernière réunion, qui a eu lieu le 21 avril 2010. L'ordre du jour de la réunion portait sur le thème: « Situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et faits nouveaux intervenus dans le processus politique », a indiqué M. Badji.

Depuis la dernière réunion du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, une rencontre du Comité de suivi de l'Initiative de paix arabe s'est tenue le 1<sup>er</sup> mai au Caire, en Égypte. Les Ministres arabes des affaires étrangères se sont alors dits favorables à la tenue des pourparlers de proximité indirects entre Israël et la Palestine, sous l'égide des États-Unis. Le 8 mai, le Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) avait approuvé cette proposition, et ces pourparlers avaient commencé le 9 mai, ce qui avait été largement salué par la communauté internationale.

Cependant l'assaut lancé le 31 mai par la marine israélienne contre six navires formant une flottille humanitaire dans les eaux internationales au large de la bande de Gaza, qui a coûté la vie à neuf ressortissants turcs et fait plusieurs blessés graves, a sérieusement compromis cette lueur d'espoir. M. Riyad Mansour, Observateur permanent de la Palestine, qui intervenait ce matin devant le Comité, a tenu à réitérer que les pays arabes restaient fermement attachés aux pourparlers indirects entre palestiniens et Israéliens, et que les actes belligérants d'Israël visant à saper cette initiative n'y changeraient rien. Témoignant ainsi de leur espoir face aux signaux « positifs » de l'Administration Obama, les pays arabes attendent néanmoins que soient atteints des résultats concrets, notamment sur le tracé des frontières, d'ici quatre mois, a expliqué M. Mansour.

Condamnant l'assaut des six navires affrétés par le « Free Gaza Movement », l'Observateur permanent de la Palestine a appuyé, à l'instar de nombreuses délégations, la proposition du Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, concernant la conduite d'une enquête internationale indépendante et transparente sur les tragiques événements survenus au large de Gaza.

Mais, comme l'a souligné le représentant de la Turquie, il ne faut pas perdre de vue que l'attaque lancée par les commandos israéliens n'est qu'un symptôme d'une situation plus grave, à savoir le blocus injustifiable imposé par Israël à la bande de Gaza. Si justice n'est pas faite, cette attaque pourrait servir de justificatif à certains groupes militants ou terroristes pour des représailles et des réponses de toutes natures contre Israël, a averti le représentant du Venezuela. Soulignant qu'il ne peut y avoir de paix sans justice,

les intervenants ont tous exigé une levée immédiate de l'état de siège auquel est soumis Gaza, sans quoi, il sera impossible de relancer l'économie de ce territoire et d'aller de l'avant sur la voie de la paix au Moyen-Orient.

Intervenant également ce matin devant le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Edward Peck, ancien Ambassadeur des États-Unis, expert des questions du Moyen-Orient et Président de « Foreign Services International », a témoigné de l'expérience personnelle qu'il a vécue en tant que passager sur un des bateaux de la flottille humanitaire. Dénonçant l'« impunité dont jouit Israël », M. Peck a souhaité une réponse plus ferme de la part de son pays, les États-Unis, aux événements survenus dans les eaux internationales près de Gaza. Il ne s'agit pas de lancer la pierre au Gouvernement américain, car tout pays cherche avant tout à défendre ses propres intérêts, a-t-il cependant indiqué. Pour faire avancer la cause de la paix au Moyen-Orient, il faut procéder à une plus meilleure sensibilisation de l'opinion publique mondiale, et en particulier de celle des États-Unis, a indiqué M. Peck. Toute solution passe par une prise de conscience par Israël des conséquences de ses actes, et cela peut passer par un boycott commercial à l'égard d'Israël; par une pression de la société civile sur les Gouvernements pour qu'ils adoptent des mesures plus sévères à l'encontre d'Israël; ou encore par un arrêt des investissements étrangers en Israël, pour ne citer que quelques mesures possibles, a suggéré Edward Peck.

Le Comité a également pris note, ce matin, du rapport sur la Réunion internationale des Nations Unies à l'appui du processus de paix au Moyen-Orient, qui a eu lieu les 25 et 26 mai à Istanbul en Turquie, et de celui relatif à la réunion, le 27 mai, du Forum public des Nations Unies à l'appui du peuple palestinien. Ce rapport était présenté par M. Zahir Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan, Vice-Président du Comité, et qui était chef de la délégation du Comité à Istanbul.

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a en outre approuvé le programme provisoire de la Réunion sur la question de Palestine, organisée par les Nations Unies pour la région de l'Afrique\*, qui se tiendra les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 2010 à Rabat, au Maroc.

La prochaine réunion du Comité sera annoncée dans le Journal.

### **Déclarations liminaires**

M. RIYAD MANSOUR, Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, a expliqué qu'il s'était rendu hier à Washington, où il a rencontré M. Abbas, Président de l'Autorité palestinienne, et son équipe. M. Mansour a transmis les remerciements du Président Abbas aux membres du Comité ainsi qu'au Gouvernement de la Turquie pour avoir accueilli la réunion d'Istanbul les 25 et 26 mai derniers.

Pour M. Mansour, les actions et décisions d'Israël visent à pousser les Palestiniens et les Arabes à ne pas considérer les initiatives de pourparlers indirects. Cependant, malgré les nombreuses réserves du Comité de suivi ministériel arabe, et son absence d'espoir de voir le Gouvernement israélien participer de bonne foi à ces pourparlers, les pays arabes restent déterminés à donner une chance à ces pourparlers de proximité au cours des quatre prochains mois. M. Mansour a justifié cette décision par les signaux positifs qui émanent de Washington, avant de dénoncer à nouveaux les actes qui sapent tout espoir de paix, comme notamment les activités belligérantes d'Israël et la poursuite de la construction du mur de séparation. Une telle atmosphère ne saurait être favorable au commencement de ces pourparlers, a-t-il noté. Il n'en demeure pas moins que les pays arabes feront leur possible pour que ces pourparlers soient couronnés de succès dans les quatre prochains mois, en parvenant notamment à un accord sur les frontières. Pour M. Mansour, il s'agit de trouver des attitudes pratiques pour qu'Israël change son attitude et accepte de participer de bonne foi à ces pourparlers.

---

\* document de travail numéro 6

Évoquant et condamnant l'attaque lancée par les Forces de défense israéliennes contre six navires chargés d'aide humanitaire dans les eaux internationales et qui se dirigeaient vers la bande de Gaza, M. Mansour a souligné l'importance « que soit menée une enquête indépendante, crédible et transparente sur ces crimes commis en haute mer ». Cette enquête doit avoir lieu comme l'a demandé le Secrétaire général de l'ONU. L'enquête doit être menée sous les auspices du Secrétaire général, a préconisé M. Riyadh Mansour.

Abordant aussi le problème du blocus imposé par Israël à la bande de Gaza, il a déclaré que le statu quo ne saurait se poursuivre, et qu'il est essentiel de lever ce siège pour permettre de revitaliser l'économie de Gaza. Il a également mis l'accent sur le lien entre la Cisjordanie et la bande de Gaza, expliquant que ces deux territoires doivent être liés en vue de l'unité politique palestinienne et de la viabilité d'un « État palestinien. Il a également demandé à la communauté internationale de continuer à appuyer tous les efforts déployés afin de parvenir à la réconciliation entre l'Autorité palestinienne et le Hamas.

Après la prise de parole de l'Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, le Comité a également entendu une présentation de M. EDWARD PECK, ancien diplomate de haut rang des États-Unis, Président de Foreign Services International et Secrétaire exécutif de l'American Academy of Diplomacy, qui était à bord d'un des navires de la flottille d'aide humanitaire qui se dirigeait vers Gaza et qui a fait l'objet de l'assaut des commandos de la marine israélienne le 31 mai 2010.

M. Peck a témoigné de l'expérience qu'il a vécue ce jour là, et a présenté son évaluation des faits survenus. En tant qu'expert sur le Moyen-Orient, il a plaidé pour que ni les Palestiniens, ni les Israéliens, ni les Américains ne soient victimes d'actions tragiques de ce genre. Edward Peck a cependant indiqué qu'il restait très sceptique quant aux chances réelles d'une paix globale au Moyen-Orient tant qu'Israël reste convaincu qu'il peut compter sur l'appui ferme et sur le financement continu que lui apportent les États-Unis, car, dans ces conditions, il ne voit pas la nécessité de faire changer les choses. M. Peck a également critiqué les termes utilisés pour évoquer le Moyen-Orient: « on parle sans fin d'un processus de paix alors qu'il n'y a pas de guerre, on parle de conflit alors qu'il s'agit d'une occupation. La Palestine, en tant que territoire occupé, n'est pas en position de négocier avec une puissance occupante dotée d'arsenaux militaires importants », a-t-il soutenu.

Pour ce qui est de l'attaque lancée contre la flottille humanitaire, dont la mission d'aide a été organisée par une trentaine d'ONG européennes et une ONG américaine, « Free Gaza Movement » basée à San Francisco, M. Peck a expliqué qu'il avait été invité par cette dernière organisation à participer à ce convoi humanitaire et qu'il avait accepté pour pouvoir enfin avoir un impact positif et direct sur la situation. Relatant les faits survenus pendant l'attaque, il a expliqué que les soldats israéliens avaient abordé le bateau sur lequel il se trouvait. Ils étaient bien armés, et ne servaient pas de balles à blanc, comme cela a été prétendu par le Gouvernement d'Israël, a-t-il poursuivi. Les passagers du navire où se trouvait Edward Peck ont été en partie brutalisés et forcés de débarquer sans pouvoir emporter leurs effets personnels, a-t-il indiqué. Une fois arrivés sur le territoire israélien, ils ont fait l'objet d'examen biométriques, et on les a forcés à signer des documents rédigés en hébreu, en les menaçant, pour ceux qui étaient Américains, que s'ils ne le faisaient pas, ils iraient en prison au lieu d'être déportés vers les États-Unis. Les raisons invoquées pour leur éventuel emprisonnement étaient « qu'ils se trouvaient en Israël de manière illégale », un argument que l'Ambassadeur Peck a violemment contesté soulignant que ces gens se trouvaient dans les eaux internationales lorsqu'ils ont été capturés et amenés de force en Israël. « J'ai fini par être renvoyé aux États-Unis après avoir signé le document en question, sans savoir jusque là ce qu'il contenait », a déclaré M. Peck.

Abordant ensuite ce qui s'est passé sur l'autre bateau, plus grand, « où s'est déroulée une véritable tuerie », M. Peck s'est dit très préoccupé par les accusations israéliennes, selon lesquelles les commandos auraient été « attaqués » par les passagers. Agressés et menacés, certains passagers n'ont fait qu'essayer d'exercer leur droit à l'auto-défense en se protégeant. Il n'y a jamais eu d'« attaque » contre les commandos, comme voudrait aujourd'hui le faire croire le Gouvernement Israélien, a dit Edward Peck. À

cet égard, il a rappelé que les passagers se trouvant sur les six navires avaient des intentions humanitaires et non pas hostiles.

Pour M. Peck, il s'agit d'actes de piraterie de la part de la marine israélienne, dans la mesure où ces agressions ont eu lieu dans les eaux internationales. Il a dit qu'il ne pouvait comprendre la position de son pays, les États-Unis, qui ne dénoncent pas les actes commis par Israël dans les termes qui s'imposent. Tant qu'Israël bénéficie de ce statut de protégé jouissant d'une totale impunité, nous ne voyons pas comment il pourrait y avoir des développements positifs en termes de paix et de justice au Moyen-Orient, a noté Edward Peck. N'étant plus officiellement diplomate des États-Unis, je peux dire la vérité, toute la vérité, a-t-il expliqué, avant de faire part de ses inquiétudes quant à l'avenir de la situation israélo-palestinienne. « Si on ne trouve pas une solution acceptable pour tous, on aura au Moyen-Orient soit un État d'Apartheid, soit alors un État qui ne sera pas majoritairement juif. Or aucune de ces deux solutions n'est viable », a conclu M. Peck

## Déclarations

M. OMAR DAOU (Mali) a présenté les condoléances du Gouvernement du Mali aux victimes de l'assaut israélien contre la flottille humanitaire. Il a fermement condamné cette agression « criminelle » et a demandé la mise en place d'une commission d'enquête internationale indépendante. Saluant le rôle et le courage de l'Ambassadeur Peck, il a estimé que ce type de témoignage est essentiel pour établir les faits dans le cadre de cette enquête.

M. CAN DIZDAR (Turquie) s'est félicité du succès de la réunion qui a eu lieu à Istanbul en mai 2010 sur l'appui au processus de paix au Moyen-Orient. Suite à l'attaque de la flottille humanitaire, la Turquie a exigé une réunion immédiate du Conseil de sécurité, a-t-il rappelé, avant d'appuyer la proposition du Secrétaire général sur la mise en place d'une commission d'enquête internationale. Il a estimé que la Turquie doit faire partie des membres de cette commission d'enquête dans la mesure où c'est un bateau turc qui a été attaqué, et que la plupart des victimes sont turques. Pour la Turquie, il ne faut pas perdre de vue le fait qu'il ne s'agit là que de symptômes d'une situation inacceptable, et qu'il faut s'attaquer aux causes profondes de ces problèmes, à savoir le blocus de la bande de Gaza qui doit être levé sans plus tarder.

M. MOHAMED SOFIANE BERRAH (Algérie) a salué les propos et le témoignage de M. Peck, dont l'intervention témoigne de la coopération qui existe entre le Comité et la société civile. Il a demandé à M. Peck quelles sont ses propositions pour rééquilibrer la situation, et notamment quel rôle peut jouer la société civile pour faire entendre la vérité aux États-Unis. Comment sensibiliser le Gouvernement américain aux implications négatives de l'impunité dont bénéficie Israël? a-t-il demandé.

M. JORGE VALERO BRICEÑO (Venezuela) a salué l'honnêteté des propos tenus par M. Edward Peck, ancien soldat et diplomate américain. La paix est le terme clef et l'objectif à poursuivre, a dit le représentant. Face à un État qui a bafoué toutes les normes internationales, le temps est venu de lancer un mouvement international pour la paix et de mettre un terme au cruel blocus israélien, qui entrave tous les efforts en faveur de la paix et de la justice. Il ne peut y avoir de paix sans justice, a-t-il soutenu, avant d'exiger que les actes de terrorisme d'État perpétrés par Israël soient sanctionnés, sans quoi ils pourraient justifier des réactions.

Mme MARIA RUBIALES DE CHAMORRO (Nicaragua) a souligné l'interdépendance de la paix et de la justice, et a appuyé l'établissement d'une commission d'enquête internationale sur l'attaque lancée contre la flottille humanitaire de Gaza. Les faits sont évidents, a-t-elle estimé. Évoquant le résultat du rapport Goldstone, elle a dénoncé l'impunité dont bénéficie Israël, avant de soutenir que la solution réside dans l'application ferme des résolutions des Nations Unies sur la question du Moyen-Orient. Elle a également demandé à M. Peck s'il pensait que l'administration américaine était prête à mettre de côté ses intérêts stratégiques avec Israël pour permettre que l'on parvienne à la paix et à la création d'un État palestinien.

M. CEDRICK CHARLES CROWLEY (Afrique du Sud) a condamné l'attaque de la flottille humanitaire par les Forces de défense israéliennes, qu'il a qualifiée d'injustifiable, avant de présenter les condoléances de son gouvernement à la Turquie. Il a exigé que le blocus de la bande de Gaza soit levé et qu'une enquête internationale soit menée sur cette agression. Les voix des personnes ordinaires doivent être entendues, a-t-il soutenu, en saluant l'intervention de l'Ambassadeur Peck qui s'est fait l'écho des initiatives de la société civile.

Mme REBECA HERNANDEZ TOLEDANO (Cuba) a elle aussi condamné l'attaque militaire israélienne contre un cargo humanitaire. Elle a exigé que le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza soit levé au plus vite pour permettre la revitalisation de l'économie de Gaza et l'amélioration des conditions de vie de la population locale. Favorable à une commission d'enquête internationale, elle a expliqué que l'impunité d'Israël entrave tout espoir de paix au Moyen-Orient. Fort de ce constat, elle a demandé à M. Peck ce qu'il préconise comme mesures internationales pour sortir de cette impasse.

M. MOHAMAD HERY SARIPUDIN (Indonésie) a souligné le caractère particulier de la réunion tenue aujourd'hui par le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, grâce à la participation de l'Ambassadeur Peck. Rappelant que 12 Indonésiens participaient à la flottille humanitaire, dont deux ont été gravement blessés, il a condamné l'attaque israélienne inhumaine et brutale contre la flottille. Pour le Gouvernement de l'Indonésie, il faut aller au-delà de la condamnation de cet acte, a dit le représentant. Il a également demandé à l'Ambassadeur Peck quelles seraient les recommandations de la société civile pour faire avancer la cause de l'établissement d'une paix globale auprès des trois groupes concernés, à savoir: les Israéliens, les Palestiniens et les Américains.

Répondant aux questions qui lui ont été adressées, M. PECK a estimé que toutes les nations feront toujours ce qui peut faire avancer leurs propres intérêts et objectifs, et que ce principe s'applique à cette situation. Pour lui, le problème réel réside dans le manque d'information dont souffre le public américain qui, de ce fait, ne peut donc pas faire pression sur son gouvernement.

Israël peut faire ce qu'il veut, mais doit être prêt à en subir les conséquences, a-t-il ensuite remarqué.

Répondant à la question de savoir comment les États-Unis pouvaient imposer un règlement, il a réfuté la possibilité d'une guerre, s'appuyant sur l'échec de la guerre d'Iraq. Pour lui, il ne s'agit pas de pointer du doigt le rôle des États-Unis, mais plutôt de se pencher sur le rôle de la société civile, car sans l'appui du peuple, le Président américain ne pourrait faire passer aucune mesure politique. Ce n'est ni positif ni juste d'accuser les États-Unis, a estimé Edward Peck, car la situation actuelle s'explique d'une part par les intérêts stratégiques et d'autre part par le manque d'intérêt du peuple américain qui est peu et mal informé sur la situation au Moyen-Orient. Il a estimé que toute solution passait par une prise de conscience, par Israël, des implications de ses actes.

À quel moment de l'histoire Israël a-t-il jamais voulu avoir une image positive? a demandé M. Peck, avant de rappeler que la politique d'Israël jusqu'à présent était toujours d'obtenir ce qu'il voulait par la force. Pour M. Peck, la société civile, l'arrêt des investissements en Israël, et le gel des relations commerciales avec ce pays, pourraient constituer des moyens pour faire entendre la voix de la paix à Israël en lui faisant prendre conscience du coût de ses actes.

\* \* \* \* \*